

**Conseil de sécurité - à la veille de l'élection de 2020 au Burundi,
les délégations saluent l'ouverture de l'espace politique
mais regrettent l'impasse dans le dialogue interburundais**

Si les préoccupations persistent face à l'état actuel du dialogue interburundais, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi a néanmoins indiqué, cet après-midi, devant le Conseil de sécurité, que la reconnaissance officielle, le 14 février dernier, du nouveau parti politique d'opposition, le Congrès national pour la liberté, « pourrait contribuer à l'ouverture de l'espace politique du pays », notamment dans la perspective de l'élection présidentielle de 2020.

Parmi les autres développements majeurs intervenus depuis le mois de novembre dernier, M. Michel Kafando a cité la décision du Président Pierre Nkurunziza de ne pas se présenter à l'élection présidentielle. L'Envoyé spécial a cependant déploré son rendez-vous manqué avec le Président et les autorités burundaises lors de la visite qu'il a effectuée au Burundi, du 20 au 29 janvier, pour réaffirmer, à la veille du Sommet de la Communauté des États d'Afrique de l'Est (CAE), le soutien des Nations Unies au processus de dialogue interburundais.

[Cliquez ici pour plus d'informations](#)